



HAUTE SAVOIE

Contre la réforme des rythmes scolaires : GREVE UNITAIRE LE JEUDI 5 DECEMBRE

Le 14 novembre dernier a été marqué par une forte mobilisation des enseignants et personnels des écoles contre le décret Peillon sur les rythmes scolaires à l'appel de la Fédération des Services Publics CGT, la CGT Educ'ation, la FNEC-FP-FO, la Fédération SPS-FO, la Fédération SUD Éducation, la Fédération SUD Collectivités Territoriales et la FAEN.

Cette réforme crée de graves inégalités de traitement sur le territoire, crée une confusion entre scolaire et périscolaire (locaux, activités...) et laisse planer la menace d'un glissement de missions d'enseignement vers les communes.

Pour toute réponse, Vincent Peillon prétend d'une part annualiser les obligations de services des enseignants du primaire assurant des fonctions de remplacement ou exerçant sur des postes fractionnés et d'autre part élargir l'abaissement des taux d'encadrement à l'ensemble des activités extra scolaires.

A l'intersyndicale nationale du 20 novembre, au siège du SNUipp-FSU, les organisations Fédération des Services Publics CGT, CGT Educ'ation, FNEC-FP-FO, Fédération SPS-FO, SUD-Éducation, Fédération SUD Collectivités Territoriales ont pris acte positivement de la proposition du SNUipp d'appeler les enseignants du 1^{er} degré à la grève sur une plate-forme qui revendique notamment la suspension de la réforme des rythmes.

**Le ministre ne peut se prévaloir d'aucun consensus,
il doit répondre aux personnels, il doit répondre à la grève**

**Pour la suspension immédiate de la mise en oeuvre de la réforme
Pour le retrait du décret et sa réécriture sur la base des revendications des personnels
Pour l'ouverture immédiate de négociations à tous les niveaux pour une autre réforme
réellement concertée garantissant un cadre national, l'équité et la gratuité dans tous les
territoires, dans le respect des statuts des personnels**

**Grève le jeudi 5 décembre 2013 : Manifestation,
Rassemblement à ANNECY devant la préfecture
à 14h00**

Les organisations syndicales appellent les parents d'élèves et les élus à se joindre au mouvement.